Vendredi 30 mars 1979 – No 1062

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Un attentat qui sert les antipalestiniens et les racistes

500 personnes ont manifesté contre l'antisémitisme mercredi à Paris

Voir page 3

LES FLEURS VENENEUSES DE L'ANTISEMITISME

UN odieux attentat contre un restaurant israélite à Paris a fait trente trois blessés dont plusieurs grièvement atteints. Le seul tort de ces victimes du racisme c'est d'être israélites et de fréquenter l'un des rares restaurants universitaires qui serve de la cuisine cacher.

L'odieux atteint son comble quand l'attentat, qui survient au lendemain de la signature du traité de paix israélo-égyptien, est revendiqué par de prétendues organisations se réclamant de la lutte antisioniste.

Quelle occasion en or pour tenter de discréditer la véritable lutte antisioniste que mènent le peuple palestinien, les autres peuples arabes et tous ceux dans le monde qui les soutiennent.

Quelle occasion inespérée pour les groupes d'extrême-droite de demander la fermeture du bureau de l'OLP à Paris, pour les racistes de tous poils d'exciter au racisme anti-arabe.

Non, il n'est pas de mot trop fort pour dénoncer un tel attentat ou plutôt il n'y en a qu'un seul : antisémitisme.

Le développement du racisme anti-arabe dans notre pays, à la suite de la guerre d'Algérie et ces dernières années, ne dois pas faire sous-estimer le caractère toujours vivace et savamment entretenu du racisme anti-juif.

L'antisémitisme a ses lettres de noblesse racistes et derrière lui une longue tradition de haine qu'avec violence et patience les classes possédantes se sont acharnées à manier et inoculer, n'hésitant pas devant les grands moyens.

C'est la police française, rappelons-le qui a pris la honteuse initiative d'amener femmes, hommes et enfant suspects d'être juifs au Vel d'Hiv pour être ensuite déportés vers les fours crématoires.

Les bourreaux nazis et leurs complices ont traditionnellement bénéficié d'une grande indulgence de la part de nos gouvernants. Legay et bien d'autres ont attendu près de 30 ans avant d'être inculpés et nombreux sont ceux qui continuent à jouir de l'impunité.

Comment s'étonner alors qu'à la faveur de la crise capitaliste, on assiste à une nouvelle floraison d'actes anti-juifs. Les synagogues de Drancy et Fontenay-aux-Roses, incendiées, les magasins appartenant à des israélites à Bordeaux et avenue de l'Opéra endommagés, puis cet odieux attentat en témoignent assez.

Les fleurs vénéneuses de l'antisémitisme, les antiracistes et les antisionistes seront au premier rang pour travailler à les extirper.

Jean QUERCY

LA PROVOCATION POLICIERE A LA MANIFESTATION DU 23 MARS

Prise de position de la fédération CGT de la police et de Krasucki

Paris 23 mars. Au niveau du Caveau de la République, les CRS attaquent. Les vrais responsables de la violence, c'est l'Etat et ses bandes armées.

De chaudes discussions en perspective chez les cégétistes

Voir page 4

Elections des présidents des conseils généraux

La droite perd huit présidences

C'ETAIT mercredi le troisième tour des élections. Il a concrétisé au niveau des départements la forte poussée de la gauche et du PS et le recul de la majorité. Les partis de gauche qui présidaient en 1976, trente-cinq conseils généraux sont assurés de la présidence de quarante-trois départements (sur quatre-vingt quinze). La majorité garde cinquante-et-un départements.

La poussée de la gauche a été très importante, elle lui permet de gagner au moins sept présidences sur la majorité et ce, malgré les défections spectaculaires de dernière minute qui lui ont valu de perdre des sièges auxquels elle pouvait prétendre.

DÉFECTIONS !...

En Corrèze, Charbonnel, gaulliste rallié à la gauche a finalement voté pour le RPR donnant la victoire au doyen d'âge, Georges Debat, proche du RPR.

Mais Chirac perd la présidence du conseil général. Dans le Val-d'Oise, un radical de gauche, tendance Fabre (ex-transfuge du PS) a finalement voté pour l'UDF, Salvi, président sortant.

En Seine-et-Marne, où l'élection du président n'a pas encore eu lieu, la présidence risque d'échapper à la gauche. En effet, deux conseillers généraux (un socialiste indépendant et un radical de gauche) sur lesquels comptait la gauche viennent de signer un communiqué commun avec la majorité pour condamner *« les manœuvres communistes et socialistes »*.

QUATRE DÉPARTEMENTS

Quatre départements où les deux camps étaient à égalité ont été enlevés par la majorité. Dans la Somme, où Max Lejeune, UDF, a été élu au bénéfice de l'âge ainsi que dans les Ardennes et dans l'Aisne.

Dans les Pyrénées-orientales, les socialistes en s'abstenant, ont fait passer le candidat de la majorité contre celui du PCF. Il y a quelques mois, aux élections partielles municipales de Hyères (Var), le PCF, en s'abstenant, a fait passer la majorité contre le PS.

DANS LA MAJORITE AUSSI !...

En Meurthe-et-Moselle, les divisions internes de l'UDF ont favorisé l'élection d'un candidat PCF alors que la gauche était minoritaire. Surprise aussi en Eure-et-Loir où un radical de gauche a été élu président.

Malgré certaines suprises dues à diverses combines, cette élection des présidents de conseils généraux confirment le recul des partis de droite. Cela reflète et traduit la volonté des Français de rejeter la politique de Giscard Barre, leur mécontentement contre le chômage et l'inflation.

Léon CLADEL

Voir aussi en page 4

Le gouvernement iranien doit faire face à de nombreux problèmes

APRES avoir réglé le « problème kurde » en octroyant au Kurdistan le statut d'autonomie, le gouvernement iranien doit faire face maintenant à une rébellion dans le Turkmenistan iranien.

Cette région, située au nord-est de l'Iran, frontalière avec l'URSS est peuplée par une minorité nationale, les Turkmènes.

C'est lundi qu'on éclaté de violents affrontements entre une partie de la population et les milices islamiques créées par Khomeiny.

Plusieurs personnes ont été tuées au cours de ces affrontements, une dizaine semble-t-il. Cela s'est passé dans la ville de Gonbad Kavous (80 000 habitants). Les affrontements se sont produits à l'issue d'une réunion de l'Association culturelle et politique du peuple turkmène. Des milices islamiques sont intervenues pour mettre fin à cette réunion. Les participants ont alors réagi violemment et peu après les Fédayin sont venus leur prêter main-forte.

Par ailleurs, on a appris la démission du chef de l'état-major de l'armée, le général Gharani. On ne connait pas encore les raisons officielles de cette démission. Cependant, on peut rappeler que cette nomination avait provoqué dès le début une réticence dans les milieux de l'opposition. En effet, accusé à cette époque d'avoir eu des liens trop étroits avec la monarchie du Shah, il est aujourd'hui rendu responsable des événements qui se sont produits, il y a plus d'une semaine à Sananda dans le Kurdistan iranien.

Chaque jour, le gouvernement iranien se trouve confronté à de nouveaux problèmes. De plus, il tente de remettre de l'ordre dans le pays, tant sur le plan économique que politique. Au niveau économique tout d'abord. C'est dans ce but que le premier ministre Bazargan a effectué un voyage dans la région pétrolifère d'Abadan et dans la région industrielle de Tabriz. Le gouvernement espère pouvoir relancer les exportations de pétrole avant de renflouer les caisses de l'Etat.

Autre tâche que s'est fixée le gouvernement : prouver à l'opinion publique internationale que l'Iran est devenu un pays démocratique.

C'est ainsi qu'il a invité un représentant de l'Association des juristes démocrates à former une commission chargée d'enquêter sur le respect des droits de l'homme en Iran et plus spécialement sur le déroulement du référendum.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé la suppression des cours islamiques, qui, jusqu'à présent, jugeaient les criminels de l'ancien régime.

Désormais, et ce sera le cas pour les 36 personnalités inculpées devant être jugées prochainement, les jugements se feront selon de nouvelles règles par un tribunal révolutionnaire qui mettra fin aux éxécutions sommaires.

Enfin, le ministre de l'Intérieur a annoncé que le pays serait dirigé à l'avenir par un président de la République élu au suffrage universel. Ce président jouera également le rôle de premier ministre et sera donc le principal détenteur du pouvoir en Iran.

Evelyne LE GUEN

Un communiqué de l'AMFP

Pas de paix sans les Palestiniens !

Après 16 mois de tractations laborieuses, le président Sadate vient d'entériner 30 ans d'occupation de la Palestine et l'exil de la moitié du peuple palestinien. Se soumettant au président des USA et à M. Begin, le président Sadate donne ainsi sa caution à un Etat colonial pour qu'il poursuive son méthodique projet d'élimination d'un peuple qui se refuse à marchander sa dignité et son droit à son retour sur sa terre. Comme en témoignent les très nombreuses manifestations à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine, l'Association médicale franco-palestinienne, en cette journée de deuil, renouvelle au peuple palestinien et à son unique et légitime représentant, l'OLP, son soutien fraternel et les assure de sa détermination à combattre l'idéologie sioniste et à défendre les droits inaliénables du peuple palestinien.

Association médicale franco-palestinienne

L'enseignement en Chine

40h de cours par semaine, c'est trop !

L'ANNEE dernière, plusieurs amis de la Chine qui avaient visité des écoles dans ce pays, avaient été un peu choqués de l'orientation suivie dans certaines classes : il leur semblait que tout était maintenant axé *exclusivement* sur les études et que le travail manuel ou l'éducation politique des élèves étaient laissés de côté.

Ces amis exprimaient leurs craintes de voir se constituer une élite d'intellectuels, coupés du peuple, sans grande conscience politique ni expérience manuelle. Il est vrai que la décision de recentrer l'enseignement sur les études scolaires était justifiée, suite aux graves dommages causés par l'orientation politique de la Bande des Quatre : pendant cinq ans, les établissements d'enseignement supérieur n'avaient pas reçu d'étudiants, un million de diplômés manquent aujourd'hui à la Chine, bref c'est toute une génération d'intellectuels qui a pour ainsi dire été sacrifiée.

Pourtant le bâton a peut être été un peu tordu dans l'autre sens. Comme l'indique un petit article de *Beijing infomation* No 11 : *« Un nouveau problème est apparu en chemin, l'alourdissement des études primaires et secondaires. Les heures de cours, les devoirs et les examens dépassent les possibilités des élèves. Le ministère de l'Education avait stipulé que les heures de cours dans les écoles secondaires ne devaient pas dépasser 29 heures par semaine. Mais certaines écoles atteignent 40 heures par semaine. Les écoliers doivent faire leurs devoirs jusqu'à 10 heures du soir. Beaucoup d'élèves des écoles secondaires ne dorment que 5 ou 6 heures par nuit. Enfin, dans certaines régions, les écoles ne connaissent ni vacances d'hiver ni dimanche ».*

Cette situation, qui bien sûr, défavorise les enfants des familles non-intellectuelles, vient d'être rapportée dans plusieurs journaux chinois et divers points de vue sont exprimés pour y remedier : *« Dans les écoles on devrait entendre chanter aussi bien que lire. L'enseignement est le principal, mais il faut également mener le travail extra-scolaire et manuel, les activités politiques, techniques, scientifiques et sportives ».*

Le nouveau ministre de l'Education, qui a toujours beaucoup travaillé dans les milieux de la jeunesse et donc connait mieux leurs problèmes, a insisté *« pour qu'on revoie la qualité de l'enseignement sur les plans moral, intellectuel et physique ».* Il a dit à des journaliste du *Journal des sports* qu'il n'était pas d'accord pour tout centrer *« sur l'activité intellectuelle au dépens de l'activité physique »* et qu'il fallait que les élèves aient au moins une heure de sport par jour.

Claude LIRIA

URSS

De nouvelles condamnations tombent !

L'OPPOSANT soviétique Alexandre Pobrabinek, infirmier, vient d'être de nouveau condamné. Il a été arrêté en mai 1978 pour avoir rédigé *Médecine punitive* un document paru clandestinement en *« Samizdat »*, sur l'usage abusif de la psychiatrie à des fins politiques en URSS. Il avait été condamné, pour ce fait, à cinq ans d'exil intérieur à Chunsky dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie. Les dirigeants soviétiques ayant estimé qu'il n'avait pas été envoyé assez loin de son lieu d'origine ont ordonné une nouvelle arrestation afin qu'il soit envoyé encore plus loin vers l'est. Sans doute pour éviter au maximum les risques de contagion.

Par ailleurs, d'autres condamnations viennent de tomber en URSS. Cette fois, il s'agit de « libres-adventistes » accusés de diffuser des informations destinées à discréditer le régime soviétique. C'est ainsi que le chef spirituel de cette secte, Vladimir Chelkov, vient d'être condamné à la peine de cinq ans de camp à régime sévère. Vladimir Chelkov a 83 ans...

Mais au cas où il survivrait à cette nouvelle aventure (il a déjà passé 23 ans de sa vie en prison), les autorités soviétiques ont ordonné la confiscation de sa maison. On n'attendait pas tant d'attention...

E.L.G

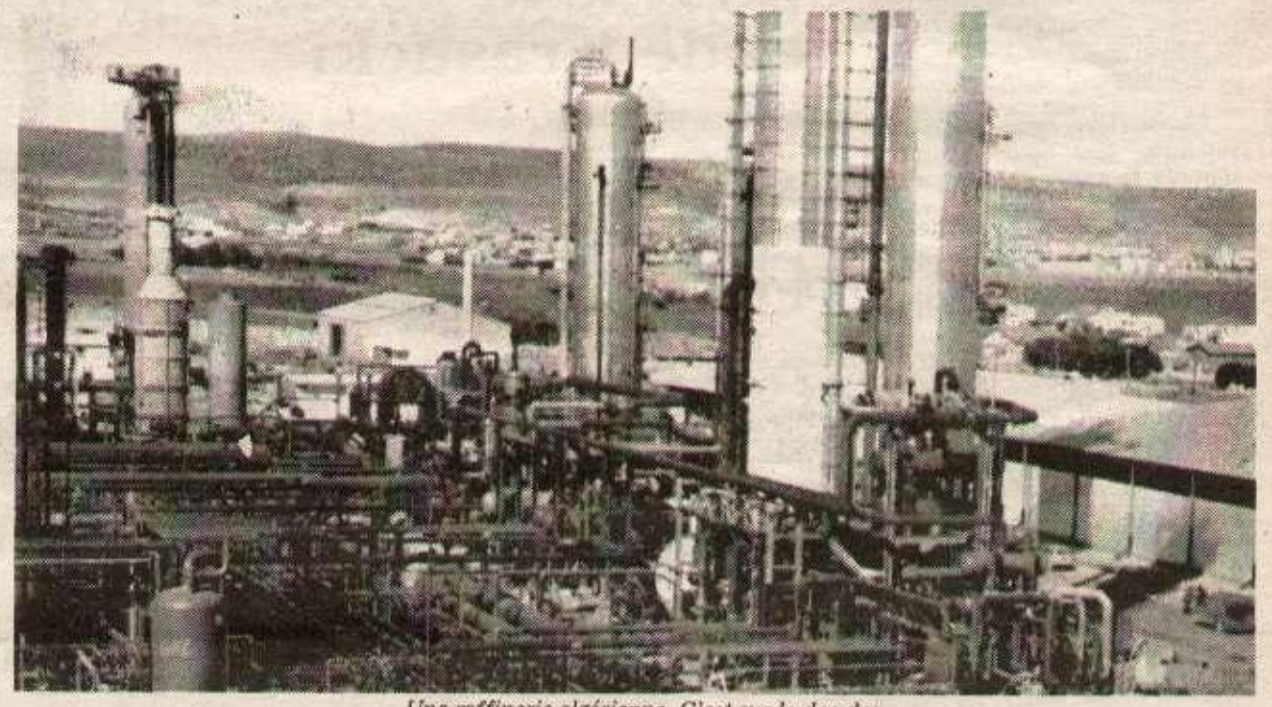
HONGRIE

Prison ferme pour une Française

MADAME Marie-Christine Hala, de nationalité française, vient d'être condamnée à Budapest (Hongrie) à huit mois de prison ferme. Arrêtée en décembre dernier, elle était accusée d'avoir tenté, au moment de son arrestation, de faire passer clandestinement en Occident un artiste tchécoslovaque, Pavel Buchler, qui voulait rejoindre sa famille en Grande-Bretagne.

Mme Hala a fait appel. Ses proches n'ont toujours pas été autorisés à entrer en contact avec elle. Malade, elle a dû être hospitalisée. A cette occasion, elle a dénoncé les conditions déplorables de détention.

Quant à Pavel Buchler, il aurait été extradé vers la Tchécoslovaquie.



Une raffinerie algérienne. C'est sur le dos des pays du tiers monde que les sociétés pétrolières font des profits fabuleux.

Trust pétroliers

Ça va, merci ! ...

ALORS que la télévision, les journeaux et le gouvernement pleurent beaucoup sur l'augmentation de 9 % du prix du pétrole (beaucoup moins que l'inflation mondiale pour cette année), ils ont par contre passé sous un vertueux silence les résultats qui viennent de paraitre, obtenus par des grandes compagnies américaines pour l'année 1978.

Or, que trouve-t-on dans ces résultats ? Tout d'abord que le géant américain de l'automobile Général Motors vient de se faire ravir sa place de plus grand trust monopoliste américain et du monde par la même occasion, au profit... de Esso.

Et oui, malgré toutes leurs larmes de crocodiles, les trusts pétroliers se portent bien. Ils ne se sont même jamais portés aussi bien.

Pour 1978, Esso a accru ses bénéfices de 13 % par rapport à l'année précédente, atteignant le chiffre fabuleux pour ses seuls bénéfices déclarés de 1 187 milliards de centimes ! C'est-à-dire quatre fois le produit national brut d'un pays de six millions d'habitants comme le Mali...

Et Esso n'est pas la seule. Parmi les dix plus grandes sociétés américaines, figurent cinq trusts pétroliers : Esso, Mobil, Texaco, Standard Oil, et Gulf Oil. Leurs bénéfices cumulés pour l'année passée s'élèvent à 2 852 milliards de centimes, soit bien plus que le produit national brut de la Tunisie.

Les pays producteurs ont bon dos...

S.F.

DANS L'ACTUALITE

Après l'attentat au 5 de la Rue Medicis.

ATTENTAT DE LA RUE MEDICIS

Antisionisme ou antisémitisme ?

PEU de temps après l'explosion, un correspondant anonyme a revendiqué l'attentat au nom d'un soi-disant « Collectif autonome d'intervention contre la présence sioniste en France et contre le traité de paix israélo-égyptien ». Dans la soirée du 27 mars, une prétendue « Union pour une Palestine libre et démocratique » a téléphoné au journal *Le Monde* pour revendiquer *« l'action entreprise ce matin à Paris en représailles contre l'omniprésence sioniste en France comme en Europe et contre la trahison du président Sadate. Nous incitons la nation française à lutter avec nous pour l'anéantissement des sionistes ».*

Au-delà du caractère odieux de cet attentat entrepris au lendemain de la signature du traité de paix israélo-égyptien, n'y a-t-il pas une volonté délibérée de la part de ses auteurs comme des auteurs de ces déclarations à vouloir le faire passer pour une action à caractère politique antisioniste ?

Qualifier cet attentat antisémite de « lutte antisioniste », c'est faire la part belle à tous ceux qui voudraient discréditer la lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes contre l'État sioniste, fasciste et raciste d'Israël. C'est donner le pain et le couteau à tous ceux qui prônent le racisme, antijuif comme antiarabe, et sont trop contents d'essayer de noyer le poisson en condamnant un tel attentat. Il suffit de citer à l'appui les déclarations des groupes d'extrême-droite bien connus.

PARTI DES FORCES NOUVELLES (PFN)

« Après les émeutes de vendredi dernier à Paris, cet attentat prouve que notre pays glisse de plus en plus dans un processus de terrorisme à l'italienne ». Le PFN demande que *« les organisations terroristes étrangères qui ont pignon sur rue en France soient mises hors la loi ».*

Le Front national dénonce *« l'insécurité (qui) se développe grâce au laxisme gouvernemental et à la reconnaissance par le gouvernement français d'organisations terroristes étrangères sur notre territoire ».* Il revendique *«une fois de plus l'expulsion des terroristes étrangers et la mise en place, par des moyens énergiques, d'un plan de sécurité contre les subversifs et leurs alliés ».*

Daniel MARAIN

500 personnes manifestent contre l'attentat

MERCREDI, 24 heures après l'attentat à l'explosif contre un restaurant universitaire du Quartier Latin fréquenté par des israélites, un rassemblement s'est tenu à l'appel du MRAP, de l'UNEF et de la LICA. Cinq cents personnes environ, en grande partie des étudiants et lycéens israélites ont dénoncé avec force l'attentat. Mais certains slogans faisaient manifestement fausse route.

C'est devant la façade dévastée du restaurant que se sont rassemblées les manifestants dont un certain nombre étaient coiffés de la traditionnelle kippah.

A côté des slogans dénonçant l'antisémitisme, on pouvait entendre malheureusement des mots d'ordre antipalestiniens, émanant de groupes se réclamant du sionisme, du type : *« OLP assassin ».*

Ces mots d'ordre étaient tout à fait odieux et déplacés alors que l'OLP avait bien entendu vigoureusement condamné l'attentat dès qu'elle en avait eu connaissance déclarant :

« L'OLP tient à exprimer sa profonde tristesse aux familles des victimes blessées ainsi que son soutien moral ».

DIVISION PARMI LES MANIFESTANTS

Parmi les manifestants, nombreux étaient ceux qui refusaient de voir ainsi dévoyer le sens de la manifestation. Venus pour dénoncer l'antisémitisme et pour beaucoup parce qu'ils sont israélites, ils déploraient le tour antipalestinien que les groupes sionistes voulaient donner à la protestation. Aussi seuls ces groupes ont accueilli aux cris de *« OLP hors de France »* les déclarations d'Albert Lévy, président du MRAP, qui furent largement applaudies. *« Ne tombons pas,* dit-il, *dans la provocation de cet acte typiquement nazi qui veut en même temps alimenter le racisme anti-arabe. De cet acte qui rappelle dans sa folie meurtrière celui de septembre 1973, contre le consulat algérien à Marseille ». DM*

Dans une lettre adressée à l'ONU

La Chine demande le retrait des troupes vietnamiennes du Laos

DANS une lettre adressée à l'ONU, la Chine a démenti formellement les accusations avancées par l'URSS et le Vietnam et reprises ensuite par le gouvernement du Laos selon lesquelles des troupes chinoises se tiendraient prêtes à envahir le Laos : *« Comme tout le monde le sait, pour réaliser leurs ambitions d'expansionnisme régional, les autorités vietnamiennes ont envoyé plusieurs dizaines de milliers d'hommes de troupe occuper le Laos et plusieurs milliers de prétendus experts et conseillers contrôler ses départements gouvernementaux, le plaçant ainsi sous la domination complète du Vietnam sur les plans militaire, politique, économique, culturel, sur le plan de la propagande et autres. De son côté, l'Union soviétique a aussi intensifié son infiltration et son expansion au Laos. Les récents actes antichinois du Laos ont été décidés à l'instigation de l'Union soviétique et du Vietnam (...)*

Nous demandons aux Nations-Unies de continuer leurs efforts pour que le Vietnam retire toutes ses troupes d'agression du Kampuchea, pour que le Vietnam et l'Union soviétique mettent immédiatement fin à leur contrôle sur le Laos et à leur intervention dans ce pays, et pour que les forces d'occupation vietnamiennes se retirent aussi du Laos afin d'écarter la cause première de la tension dans cette région et de servir les intérêts de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Asie du Sud-Est, dans l'ensemble de l'Asie et le monde entier ».

Grande-Bretagne

Le gouvernement Callaghan renversé

LE premier ministre britannique James Callaghan a été renversé par une voix de minorité mercredi soir à la Chambre des Communes. La motion de censure présentée par le Parti conservateur de Margaret Thatcher a été soutenue aussi bien par les unionistes irlandais (extrême-droite mais qui soutenaient jusque là le gouvernement travailliste) que les nationalistes écossais.

En novembre dernier, Callaghan avait déjà été mis en minorité devant son propre parti, puis devant le Congrès de la grande fédération syndicale TUC qui, elle aussi, en théorie, soutenait le gouvernement travailliste. Les deux fois, c'est sa politique de blocage des salaires qui lui était reprochée. Plus que toute autre en Europe, la classe ouvrière britannique a largement payé la crise.

Au début de l'année éclataient de grandes grèves paralysant l'ensemble du pays. Métallurgistes, puis chauffeurs routiers, puis hospitaliers, puis communaux, certains se poursuivent encore.

C'est indiscutablement devant cet échec de sa politique à la fois d'austérité et de collaboration de classe avec les centrales syndicales que Callaghan est tombé. Il doit maintenant présenter à la reine la démission de son gouvernement et des élections pourraient avoir lieu avant le 10 mai. Le Parti conservateur devrait en être le grand vainqueur. Margaret Thatcher pourrait ainsi devenir la première femme premier ministre d'Europe.

Quant à son programme politique, il est essentiellement basé sur un moindre interventionnisme de l'État dans l'économie capitaliste, une volonté de baisser les pouvoirs des syndicats, une politique hyper-réactionnaire envers les immigrés. Quant à la question de l'Europe son attitude est nettement plus pro-européenne que celle de Callaghan.

SF

Le 29 mars, meeting du PFN à Orléans

Une mobilisation pour l'interdire

Communiqué Orléans

JEUDI 29 mars, le PFN, Parti des forces nouvelles, tient un meeting. Qu'est-ce que le PFN ? C'est un petit groupe de nostalgiques d'Hitler, de Mussolini, de Franco et de Pétain, qui n'ose d'ailleurs pas le dire trop ouvertement, car ils savent que le peuple y est farouchement opposé.

Les thèmes qu'il développe annoncent déjà la couleur :

Racisme. Il développe toute une campagne raciste et chauvine, comme l'expulsion des immigrés par exemple. Campagne qu'il mène à l'aide de matraques et pistolets en faisant des ratonnades dans les foyers de travailleurs immigrés.

Fascisme. Ils disent que la police, l'armée, la justice ne sont pas assez fermes, qu'avec eux au pouvoir, ça filerait doux. Ils appuient leurs déclarations par des attaques violentes et armées contre les travailleurs en grève, attaque de piquets de grève, de colleurs d'affiches, etc.

A l'hôpital d'Orléans, ce sont les militants du PFN qui ont arraché les banderoles syndicales.

Ce qu'ils voudraient, c'est d'un État fasciste où le peuple marcherait au pas de l'oie ! Museler les travailleurs ainsi que la liberté d'expression est un de leurs thèmes favoris. Ils essaient de se présenter comme des gens épris de liberté, mais c'est à coup de barres de fer qu'ils exigent la liberté d'expression dans le but d'être assez puissants pour supprimer les libertés aux travailleurs et au peuple tout entier.

Avant 1936, Hitler parlait de paix et de liberté, mais une fois que son parti fut assez fort, on a vu de quelle paix et de quelle liberté il voulait : liberté de tuer et de massacrer des millions de gens.. On a vu son zèle libéral à l'œuvre dans les camps de concentration. Aujourd'hui, l'extrême-droite, dont fait partie le PFN, représente peu de choses et ne bénéficie d'aucun soutien de la part des travailleurs. Mais il faut être vigilants car si les fascistes n'ont pas la sympathie du peuple, ils sont assurés du soutien du gouvernement qui s'en sert en cas de « coups durs » pour ne pas trop se compromettre lui-même.

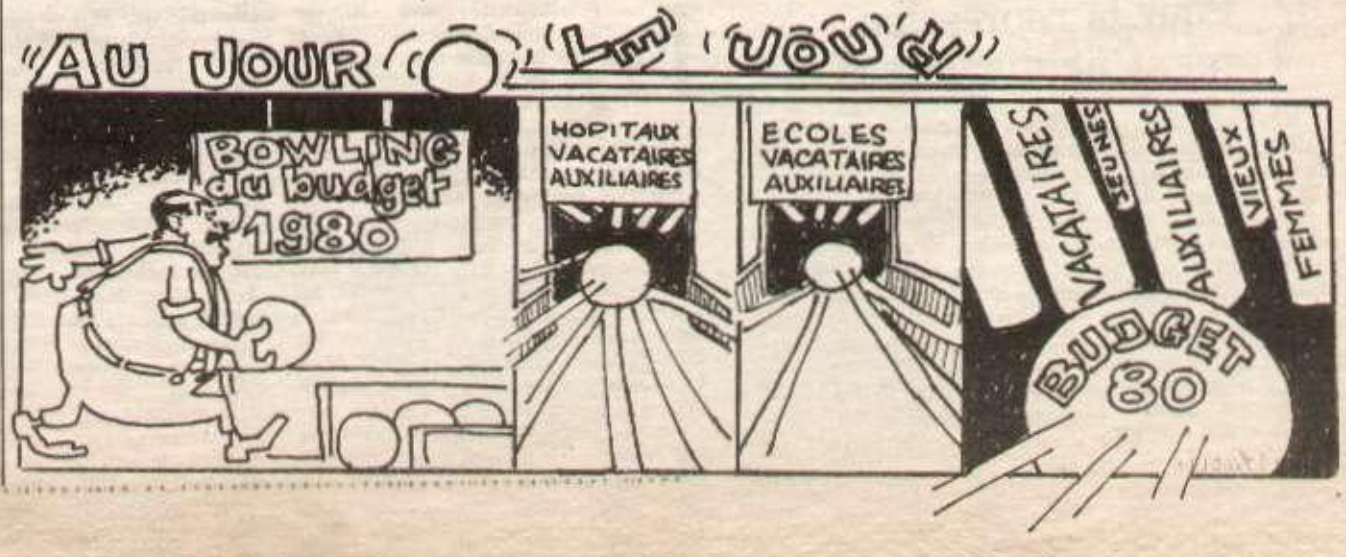
Giscard se sert du PFN comme service d'ordre, en contre-partie, quand le PFN colle des affiches, les flics patrouillent pour le protéger...

Dans toutes les crises, on les a vus apparaître et le peuple les a toujours condamnés et combattus.

Nous devons montrer notre opposition à la tenue de ce meeting fasciste. Nous appelons tous les travailleurs, syndicalistes, démocrates, antifascistes, à participer à un rassemblement prévu : jeudi 29 mars, place de Gaulle à 18 h 30 à Orléans. Nous sommes tous concernés par cette provocation faite par des gens dont les emblèmes sont la croix gammée et les chants nazis !

Les peuples ont assez souffert du fascisme pour ne pas tolérer que des nostalgiques des camps de concentration qui ont fait couler tant de sang paradent à Orléans sans que le peuple réagisse !

Signé par : MRAP, JCMLF, OCA, PSU, PCML



MANIFESTATION DU 23 MARS A PARIS

Krasucki et la fédération CGT de la police auraient voulu une meilleure répression

LES provocations et la répression policières, lors de la manifestation du 23 mars, ont suscité des commentaires et des prises de position diverses selon le point de vue des commentateurs. Nous ne nous étonnerons pas que certains aient sauté sur l'occasion pour demander l'interdiction du droit de manifester à Paris. Cependant, certaines prises de position ont de quoi surprendre. Celle-ci par exemple :

« *A Paris, le 23 mars, la lourdeur des formations (de la police), leur absence d'articulation tactique, s'ajoutant aux retards délibérés des ordres d'intervention, ont permis une fois de plus de susciter, de développer et d'entretenir une atmosphère d'émeute à partir de quelques dizaines d'autonomes... Placés au premier rang, les policiers utilisés comme cibles passives, empêchés de faire appliquer la loi pour la sécurité des personnes et des biens, ne sont plus dupes de la manipulation dont ils ont été l'objet* ». Cette prise de position qui défend la police et revendique une meilleure répression émane de la Fédération CGT de la police.

Nous en citerons une deuxième qui s'exprime sous forme de question : « *Qui a décidé une telle mise en place du dispositif policier et pourquoi ? Les ordres donnés aux forces de police ne leur permettaient pas d'intervenir efficacement... Les vandales étaient peu nombreux, largement noyautés par la police. Pourquoi si peu d'arrestations ?* ». Ce partisan convaincu de la répression et de l'efficacité de la police n'est autre que Krasucki, secrétaire de la CGT, membre du Bureau politique du PCF.

LA POLICE, VICTIME ?

Remarquons que la police passe ici pour une victime (les policiers « utilisés » comme cibles passives). Il va de soi que les sidérurgistes, et d'ailleurs nombre de travailleurs ayant dû subir la répression policière, apprécieront. Ils apprécieront également les conseils de la Fédération CGT de la police, donnés au ministère de l'Intérieur, pour une répression accrue et plus efficace. Les manifestants arrêtés et, en particulier, les sidérurgistes qui l'ont été ainsi que les autres d'ailleurs, apprécieront aussi que Krasucki se lamente sur le fait qu'il n'y ait pas eu davantage d'arrestations.

Certes, Krasucki prend des précautions. Il parle d'arrestation d'autonomes. Mais il se trouve que le 23, c'est bien la police qui a été à l'origine des violences et personne d'autres, contrairement à ce qu'insinue Krasucki. D'autre part, habituellement, quand elle réprime une manifestation, la police prend bien soin de casser systématiquement des boutiques, etc. à l'aide de grenades lacrymogènes bien dirigées ou simplement à l'aide de bâtons manipulés par des policiers déguisés en manifestants. Ceci afin justement de discréditer la manifestation.

Il se peut que les autonomes soient noyautés par la police. Mais la majorité d'entre eux sont des jeunes qui ne veulent plus du capitalisme. Certes, nous désapprouvons leurs méthodes en général. Mais blanchir la police, prendre pour cible les autonomes et appeler à une meilleure répression, c'est une façon assez bizarre de défendre les travailleurs.

LA POLICE DÉFEND L'ORDRE CAPITALISTE ET NON LES PERSONNES ET LES BIENS

Non, la police n'a pas pour rôle de défendre les personnes et les biens. Son rôle fondamental, c'est de défendre le pouvoir et les intérêts des capitalistes. Les policiers ne sont pas le moins du monde « manipulés », ils ne font que jouer leur rôle qui est de réprimer le peuple. La répression du 23 n'en est qu'une nouvelle illustration. Nous ne pouvons que dénoncer une nouvelle fois les appels à la répression des responsables de certains syndicats et du PCF dont la politique est de renforcer l'appareil de répression de la bourgeoisie. Quand les dirigeants appellent à la répression et au renforcement de la police, cela ne peut que se retourner contre les travailleurs en lutte, contre les immigrés qui seront davantage contrôlés et expulsés, etc.

Henri MAZEREAU

Lutte chez Lang (Paris)

Des rebondissements multiples

NOUS avons rencontré deux délégués CFDT de l'imprimerie Lang à Paris. Ils nous ont longuement parlé des problèmes de l'emploi auxquels ils sont confrontés : pas de licenciements dans l'immédiat – ils s'y attendaient – mais la multiplication des contrats à durée déterminée. Du 24 janvier au 5 février, les travailleurs de Lang ont mené une lutte pour l'embauche définitive de tous les travailleurs à contrat à durée déterminée : ils se sont battus aussi pour une augmentation de 1 F de l'heure et des avantages de mensualisation (maintien du salaire et paiement des jours de carence).

La lutte qui s'est déroulée sous la forme d'un quantum d'heures de grève à répartir aux moments les plus favorables (10 heures par semaine) a permis de mettre en place un début d'unité entre les ouvriers et les employés et entre les travailleurs de Lang et les « contrats à durée déterminée » qui se sont mis en grève pour la première fois.

LES RECULS DE LA DIRECTION

« Sur les rotatives (à peu près 300 personnes), il y a près de 20 à 25 % de ces travailleurs à contrat déterminé, ce sont des jeunes et ils sont combatifs. Pour la première fois dans la boîte, on a avancé une revendication qui les touchait. Il y a une liaison qui s'est faite, le personnel n'était pas divisé en deux, il était uni sur des revendications qui leur étaient communes, et, en fait, ça a particulièrement renforcé le mouvement ».

La situation étant particulièrement favorable aux travailleurs (*Jours de France*, le magazine de Dassault, changeait de format et Lang avait en vue de récupérer définitivement l'impression de *La Vie catholique* qui devient *La Vie*), au bout de quelques jours, la direction a cédé : 50 centimes d'augmentation, mais embauche de tous les contrats et mensualisation promise.

LA DIRECTION REVIENT SUR SES ENGAGEMENTS

Depuis, la direction de Lang, profitant de la présence d'un administrateur (il y a eu cessation provisoire de l'imprimerie en 1977 et l'administrateur est là pour préserver les créances pendant trois ans, délai donné à Lang pour payer ses dettes), et donc d'une double direction, est revenue sur presque tous ses engagements (embauche et mensualisation). Pour garder les travailleurs dont les contrats arrivent à échéance, l'administrateur demande aux syndicats d'accepter les heures supplémentaires – nombreuses dans la profession. Ainsi, se révèle au grand jour la duplicité des patrons prêts à toutes les promesses quand l'étau se resserre autour d'eux. Mais une parole de patron est une parole de menteur et dès que le rapport de force est tombé, ils essaient de récupérer ce qu'ils ont dû lâcher sous la pression.

«Rapatrions les travaux»

Ce n'est pas un mot d'ordre pour les travailleurs du Livre

CETTE lutte des travailleurs de Lang n'est qu'une escarmouche dans le dur combat que mènent les travailleurs du livre contre la restructuration qui se met en place dans toute la presse et le labeur. Quel mot d'ordre d'ensemble avancer ? Ces délégués CFDT nous expliquent pourquoi ils ne peuvent pas être d'accord avec le mot d'ordre actuel de la CGT « *Rapatriement des travaux* », un mot d'ordre chauvin et qui n'a aucune assise économique.

RESTRUCTURER POUR PLUS DE PROFITS

« *Jusqu'aux années 1970, on peut dire que la patronat du livre a tenu le coup. Puis, dans les années 1969-1970, il y eut le sixième plan gouvernemental, c'est-à-dire le licenciement de 20 000 travailleurs dans la profession.*

Il fallait casser les conditions de travail parce que les travailleurs du livre avaient des avantages qui paraissaient exorbitants et surtout il y avait eu un partage du marché au niveau européen et la France n'avait pas de vocation graphique. Mais il est certain que si la France n'a pas de vocation graphique, elle a d'autres vocations.

Les travailleurs du livre ont dû s'adapter à ce problème de restructuration. Le patronat du livre qui reste, il n'a pas envie de crever parce qu'il considère qu'il est toujours bon de gagner de l'argent et il essaie de survivre par tous les moyens : la survie passe par les licenciements, le retour sur des avantages acquis qui avaient été obtenus par un syndicalisme raisonnable, etc.

TOUS LES PAYS SERONT FRAPPÉS

Par rapport à ça, il nous semble que d'avancer un mot d'ordre pour permettre à l'imprimerie de vivre et de développer ses marchés, comme celui de la CGT – le rapatriement des travaux –, ça ne nous paraît pas juste.

C'est une ridicule réponse économique. Ça ne résoudra pas le problème économique, d'autant plus que si les autres pays réagissent de la même façon, les Allemands vont dire « Rapatrions nos travaux ». *Et chez Lang, on fait des travaux allemands, danois, hollandais, etc.*

Et surtout, il faut voir que le sixième plan, il est en train de vider une profession et le jour où le capitalisme considèrera qu'il sera redevenu juteux d'investir en France, ce sont les camarades européens, Allemands, Italiens ou Belges, qui seront remis en cause, parce qu'à ce moment-là, ce sera plus avantageux de se faire imprimer en France qu'en Italie, en Allemagne ou en Belgique.

Et avec la pénétration des banques dans le labeur, comme à Néogravure par exemple, on voit la disparition du vieux capitalisme « de droit divin », au profit d'un capitalisme déjà européen... ».

CANTONALES

Qui a gagné quoi?

LA majorité perd des départements dans le Bassin parisien et la Bourgogne. Dans l'Ouest, l'UDF, face au RPR, perd le Maine-et-Loire et gagne le Calvados. Elle marque aussi des points en Alsace et dans la région Rhône-Alpes au détriment des « *divers favorables à la majorité* » et « *divers gauche* ». Il faut noter trois modifications dans la répartition des départements contrôlés par la gauche : l'apparition du PS en Bourgogne et en Franche-Comté, la présence des radicaux de gauche dans l'Eure et l'Eure-et-Loir et le succès inattendu du PCF dans la Meurthe-et-Moselle. L'UDF avait 29 présidents sortants elle a 30 élus, le RPR avait onze sortants, il a 12 élus, il perd le Calvados et le Bas-Rhin au profit de l'UDF.

Le PS avait 25 sortants il a 29 élus, le MRG avait 7 sortants il a 9 élus. Le PC avait 3 sortants, il obtient 5 élus. Il gagne l'Allier sur le PS et la Meurthe-et-Moselle sur un « divers majorité ».

Au total, la majorité contrôle 51 départements (sur 60 initialement) et la gauche 43 (sur 35 initialement).

Pour la répression, l'argent ne manque pas

Jusqu'en 1977, les officiers en tenue de la police étaient directement responsables entre autres, pendant les manifestations, des troupes de policiers (CRS, gardiens de la paix, etc.). Avec la réforme « Poniatowsky » ces officiers sont devenus au mieux adjoints des commissaires de police. C'est-à-dire que sur le terrain ils n'ont plus qu'un rôle secondaire. Pour les travailleurs évidemment cela n'a aucune importance, car en tenue ou en civil, ils sont toujours là pour faire matraquer leurs luttes. Connaissez-vous le coût de cette « réforme » ? 7 330 800 F de « salaires » supplémentaires par an. Pas moins ! La bourgeoisie nourrit bien ceux qui protègent ses profits et son pouvoir.

Grève des intérimaires à Tricastin

TRICASTIN, c'est un site que les monopoles ont choisi pour construire une centrale nucléaire. De nombreux ouvriers intérimaires travaillent sur le chantier. Ils viennent de faire grève. Ce fait est déjà un succès en lui-méme quand on sait toutes les difficultés pour s'organiser que rencontrent ces travailleurs. Les grévistes ont imposé la signature d'un protocole d'accord. A ce jour sur 29 entreprises seules deux (Locamain et Intersud) ont refusé de le signer.

MARDI 27, les patrons des boites de Locq acceptent de négocier. Faisant preuve de bonne volonté, les grévistes laissent entrer le personnel en fixe. Une seule partie des patrons acceptent les négociations. Suite à diverses tentatives de jaunes pour passer, les portes sont refermées l'après-midi. Alors des cadres de CDC et des forges de Strasbourg, excitent les travailleurs, forcent le barrage et les portes au moment où le piquet de grève était dégarni. En réponse, le syndicat CGT de CDC distribue un tract (cf : le tract).

Mercredi matin, les intérimaires bloquent à nouveau les portes. Réunis en assemblée générale, ils décidaient d'ouvrir les portes à condition que l'EDF s'engage par écrit à ne pas pratiquer de chasse aux sorcières, à convoquer une réunion l'après-midi. Cela fut accepté par l'EDF : les grévistes intérimaires ouvrirent une porte et demandèrent aux 1 500 ouvriers présents de rester trois minutes devant les portes ouvertes pour exprimer leur solidarité. Personne n'avança d'un pas pendant trois minutes.

L'après-midi, la négociation des boites de Locq s'engage. . (voir protocole d'accord).

Mais cela n'est pas terminé puisque demain une réunion a lieu avec l'inspecteur du travail, les intérimaires et les boites de Locq, pour obtenir que les boites de Locq préviennent les employeurs 48 heures à l'avance de la fin du contrat.

La lutte doit continuer puisque certains patrons des boite de Locq veulent vider les grévistes. Les acquis de cette grève ne semblent pas très importants. Mais c'est la première grève d'intérimaires et c'est la première attaque contre les boite de Locq.

A bas les boites intérimaires !

Embauche de tous les intérimaires dans les boites !

Les grévistes intérimaires

Extraits du tract CGT de CDC

Le syndicat CGT-CDC dénonce les agissements de la direction CDC et son œuvre de démantèlement de la solidarité ouvrière par quelques cadres qu'il pourrait avoir avec elle. Parmi ceux-ci, nous connaissons bien quelques uns : M. Poulain-pére conducteur de travaux, Poulain-fils chef de chantier, Manduret et Morin chefs d'équipe.

A une personne près, ces principaux individus sans scrupule organisèrent des milices armées de pelles pour lutter contre les grévistes lors de nos 37 jours de grève de décembre 1977. Toute provocation contre un piquet de grève est contraire aux intérêts des travailleurs. Seule la négociation peut apporter la solution aux travailleurs en lutte.

L'opération anti-grève, organisée par CDC et signée de ces collaborateurs, obtient la réprobation générale des travailleurs de la CGT et de tous les démocrates. D'accord ou pas avec les revendications et la grève des intérimaires, le syndicat appelle à la compréhension et vous demande de ne pas suivre à l'avenir l'action de tels individus.

Seule la solidarité doit nous guider.

Le protocole d'accord signé

A la demande des intérimaires grévistes.

Les représentants des ouvriers intérimaires de Tricastin et les chefs d'agences des sociétés temporaires ici présents se sont mis d'accord sur les points suivants :

— 1. Les intérimaires seront intégrés suivant la demande de l'entreprise utilisatrice.

— 2. En ce qui concerne les heures perdues du 19 mars au 23 mars, les intérimaires seront indemnisés sur la même base que les travailleurs des maisons fixes ; quant au calendaire du week-end, les chefs d'agence, sous réserve de récupération les lundi et mardi, acceptent de les payer.

— 3. Application de la loi en ce qui concerne les jours fériés et les ponts.

— 4. Accord pour les détentes et indemnités de grands déplacements à condition que ce soit stipulé sur le contrat d'embauche.

Après décision des ouvriers intérimaires, et sous réserve de leur accord, les portes seront ouvertes ce jour.

Signé par Atom-Ecco-Inter-relais, DST, Sati, Bis, RMO, SCAT, CDI, Regi-intérim, Astec, Emts, Sartec Ont refusé de signer Locamain et Inter-sud sur 29 boites.

(Photo HR)

Fonderies du Trégor : vue sur les machines il n'y a plus de toit.

GUINGAMP (COTES-DU-NORD)

Un patron sans scrupules

Dumortier a fermé les fonderies; s'il les reprend, rouvre c'est pour toucher les primes

De notre correspondant Bretagne.

L'AOIP vient à Guingamp en 1966 : symbole de la « décentralisation ». La même année, les fonderies Tanvez déposent leur bilan. Il n'y a pas relation directe de cause à effet. C'est cependant les deux faces de la même médaille : le capitalisme parisien débarque en Bretagne... à l'heure où le capitalisme local périclite. Comme les Forges d'Hennebont, qui ferment leurs portes à la même époque, les fonderies Tanvez étaient l'un des plus anciens établissements industriels en Bretagne (fondées en 1850).

La métallurgie s'est développée dans d'autres régions. Tanvez qui employait 1 500 métallos en 1940 (fabrique d'armements) descend à 200 en 1955, pour finir par déposer son bilan. L'affaire, rebaptisée pour l'occasion « Fonderies du Tregor » est reprise par la société du Pas et Grisou. Une moitié des action appartient au lyonnais Dumortier, patron aussi d'une fonderie à Givors (près de Saint-Etienne).

Dumortier veut jouer les sauveurs : en fait, son projet est d'étrangler la fonderie Guingamp : il s'approprie pour Givors les commandes adressées à Guingamp ou au Pas (aussi dans les Côtes-du-Nord, fonderie aujourd'hui fermée...). En 1973, il reçoit plusieurs millions de subventions et d'aides : à l'usine de Guingamp, on n'en voit pas la couleur.

Lorsqu'elles ferment en 1978, les fonderies sont dans un état de délabrement scandaleux : les ateliers ne sont plus balayés, l'eau tombe dans l'usine. L'été, on bouffe de la poussière, l'hiver, ça s'appelle « travailler à la piscine », car il y a jusqu'à 10 centimètres d'eau dans les ateliers. Evidemment, pas de chauffage : tous les carreaux sont cassés.

COUP MONTÉ

« J'ai déjà fermé quatorze fonderies, Guingamp sera la quinzième » déclarait Dumortier. Avec un tel patron, les choses ne trainent pas en effet : le 20 janvier 1978, les fonderies du Tregor sont mises en liquidation et les 80 ouvriers licenciés. Les gars des fonderies occupent un peu leur boite, certains envisagent même de bloquer les stocks. Malheureusement, c'est une autre ligne qui est suivie, sous l'impulsion de ceux qui sont prêts à céder à la première bribe lâchée par le patron. Mars 1978 approchait... Leizour, maire PC de Guingamp, risquait d'être élu. Mieux valait ramasser ses billes : « *François fera le nécessaire* », disait-on. François Leizour est passé en effet... Mais les 80 gars des fonderies sont restés sur le carreau. Il y a bien eu tentative de création d'une coopérative ouvrière : ça ne pouvait mener qu'à l'échec, ne serait-ce que pour des raisons financières.

COUP DE THÉATRE

Fin 1978, Dumortier, le champion des fermetures, refait surface : « *Je reprends l'usine et je réembauche 60 gars* ». La fonderie devait être remise en route en janvier : aujourd'hui, la production n'a pas encore repris.

En reprenant l'affaire, à vrai dire, Dumortier ne risque rien. Il a racheté la fonderie pour une centaine de millions... « Investissement » largement compensé par les 85 millions de primes d'embauche qu'il a touchés et par les subventions qu'il a reçues pour la réfection du toit (leurs montants ne sont pas officiellement connus). Dumortier va, d'autre part, être exonéré de taxes professionnelles pendant cinq ans. Dans deux ans, il pourra tout laisser en plan, racheter une autre usine (une de ses anciennes peut-être même) et empocher de nouvelles subventions. En route pour de nouvelles aventures.

(Photo HR)

QUAND DUMORTIER LICENCIE PAR TÉLÉPHONE

Pour l'heure, il n'y a que dix-sept personnes à travailler à la SELF (nouveau nom des fonderies). Ou plutôt... il y avait car dix viennent d'être licenciées. Voici comment, en quelques mots. Bandassi, responsable sur place de la remise en route des ateliers, a licencié pour incompétence un chef de travaux, Alain Morfoisse, qui s'acharnait en vain à remettre en marche une machine à mouler. Dehors ! Les camarades du même atelier cessent aussitôt le travail par solidarité: Bandassi téléphone à Dumortier qui ordonne aux grévistes : « *Si vous ne reprenez pas le travail, vous êtes licenciés* ».

Ça promet !

Yannick DAGORN

CLERMONT-FERRAND

Elections professionnelles à Michelin

Recul important de la CGT

De notre correspondant de Clermont-Ferrand

DEUX élections professionnelles importantes viennent d'avoir lieu à Michelin : les élections à la mutuelle Michelin et au comité d'établissement.
Coup sur coup, la CGT vient d'enregistrer un recul important de l'ordre de 10 % et devient minoritaire.

LA MUTUELLE

Fin janvier, a eu lieu le renouvellement du conseil d'administration de la mutuelle Michelin (plus de 30 000 sociétaires). La CGT majoritaire avec 52 % des voix avait toujours refusé une direction proportionnelle à la CFDT qui regroupait 48 % des voix.
Ce qui montre bien qu'il y a loin de la parole aux actes pour les dirigeants CGT. Les dirigeants CGT qui se déclarent en parole pour la proportionnelle ont toujours opposé des arguties juridiques aux demandes répétées de la CFDT d'appliquer la proportionnelle à la mutuelle.

Sentant le vent venir (toutes les dernières élections montrent un recul de la CGT), la direction CGT a tenté une ultime manœuvre avant les élections : la liste CGT s'est présentée sous le sigle CGT — la confiance règne ! — uniquement comme liste du conseil d'administration sortant, représentant soi-disant « la pluralité syndicale ».
La ficelle était vraiment trop grosse. Même la direction Michelin — qui joue sur du velours dans cette affaire — s'est permis d'envoyer une lettre au président sortant (CGT) de la mutuelle lui disant :

« L'objectivité — sinon l'honnêteté la plus élémentaire — aurait consisté à donner à cette liste l'identité de sa véritable nature, puisqu'il s'agit bien évidemment d'une liste présentée par la CGT... »

Bien entendu, comme l'indique la CFDT Michelin, François Michelin (héritier actuel de la dynastie) est un peu mal placé pour donner des leçons de morale.
Mais le mal est fait. Le résultat est sans appel : la CGT passe de 52 % à 42 % des voix, la CFDT de 48 % à 58 %.

LES ELECTIONS AU CE

Un mois plus tard, début mars, les élections au comité d'établissement confirment le recul de la CGT qui devient, là aussi, minoritaire — (CGT : 8 élus, CFDT : 10 élus — indépendants : 4 élus).

Mais là, le fait nouveau et inquiétant, c'est la montée en flèche des « indépendants », surtout dans le collège des cadres.

Là aussi, il y a eu des manœuvres peu glorieuses de dernière minute. Le directeur des œuvres sociales du comité d'entreprise (salarié du CE qui a la haute main sur toute une série d'activités), militant du PCF comme il se doit, a été licencié par l'ancienne direction CGT du CE, juste avant les élections.
Motif ? Ce camarade approchait dangereusement de l'âge de la retraite (il aurait dû partir en retraite en 1981.)

Comme la CGT, lucide quand même, s'attendait à perdre la majorité au comité d'entreprise, elle ne voulait pas que la CFDT puisse embaucher un nouveau directeur en 1981.
C'est pourquoi on a licencié le « vieux » pour embaucher un jeune, lui aussi membre du PCF, bien entendu, mais qui présente l'énorme avantage de ne pas partir en retraite en 1981.

Toutes ces petites combines ne grandissent pas le mouvement syndical.
Incontestablement, la CGT paie le prix de son engagement inconditionnel derrière le programme commun de gouvernement. Elle paie le prix de sa subordination à la ligne électoraliste du groupe Marchais. Il ne faut pas oublier que des grosses usines comme Michelin sont directement rattachées au comité central, par-dessus les directions fédérales du PCF. Le climat de polémiques politiciennes dans les états-majors syndicaux y est plus pesant que partout ailleurs. La situation devient inquiétante vu la faiblesse du mouvement syndical à Michelin (entre 10 et 20 % de syndiqués, tous syndicats compris) quand on voit la montée en flèche des « indépendants » aux élections du comité d'entreprise.

Se rend-on compte que l'intolérance sectaire et l'esprit de politicaillerie partisane dans les syndicats risque d'offrir à la direction Michelin une occasion inespérée de marginaliser le mouvement syndical ?

Se rend-on compte qu'à ce jeu, on risque de permettre à François Michelin de creer à Clermont-Ferrand une situation comparable à celle de Citroën à Rennes ou Simca à Poissy où règnent en maitres des nervis patronaux prétendûment « indépendants » de la CFT ?

Correspondant Clermont-Ferrand

— *Culturel*

Il y a cent ans mourait Daumier

Un des plus grands artistes de son siècle

L'Assemblée nationale... toujours d'actualité.

ON les reconnait infailliblement ses personnages stylisés mais réalistes, avec le relief de la sculpture donné par les ombres. Ces ombres qui donnent contraste et relief aux personnages. Daumier était un homme du soleil, il était né à Marseille. Ses caricatures ont la force du réel, elles sont le fruit de l'observation, qu'il s'agisse de Ratapoil, l'indicateur policier ou de Macaire, le bourgeois arriviste.

Daumier était un artiste complet, il sculptait, peignait, dessinait, gravait. Souvent il sculptait un personnage avant de le graver, c'est ce qui donne ce relief si frappant. C'était avant tout un grand observateur, ses croquis de l'Assemblée nationale en témoignent. Il maniait la caricature, la charge (*) aussi bien que le dessin de critique sociale. Il dessina de 1830 à 1835 des dessins très politiques sur le roi Louis-Philippe. Les célèbres poires dans le *« Charivari »*. Il dépeint de façon impitoyable, avec la force de Balzac, la montée de la bourgeoisie des spéculateurs et des hommes d'affaires.

Toute son œuvre fut aux côtés des travailleurs, que ce soit en 1832, lors de la répression qui suivit les grandes luttes des ouvriers en 1848 ou lors de la Commune. Il fut élu le 17 avril 1871 membre du comité des artistes avec notamment Courbet, Corot, Manet, Millet, Monet, Dalou. Il fut impitoyable pour Thiers et pour les traitres qui collaboraient avec les Prussiens pour écraser la commune.

Son talent était très riche, il faut voir ses gravures sur la vie du peuple : *« Le wagon de troisième classe »*, sa peinture sur la mère de famille qui revient du lavoir courbé sous le fardeau de la lessive, ses enfants accrochés à sa robe.

Daumier est mort très pauvre à Valmondois Il faut rendre hommage au grand peintre Corot qui l'héberga à la fin de ses jours et lutta pour obtenir une petite pension du gouvernement.

Léon CLADEL

(*) Accentuation d'un trait d'un personnage.

Le personnage Ratapoil.

— *Courrier des lecteurs*

Chers camarades,

Je tiens à vous féliciter pour la qualité des derniers numéros du quotidien. Le numéro d'aujourd'hui en particulier est excellent.

Vraiment, l'interview des militants cheminots du PCF est passionnante. * *Je suggère — mais vous y avez peut-être déjà songé — que vous en fassiez un tirage à part pour une plus large diffusion.*
J'en profite pour vous donner quelques échos de la situation locale.

A l'occasion du 23 mars, la CGT a appelé ce matin à un débrayage dans la métallurgie et à un rassemblement au centre-ville. Cela a été un échec : 150 à 200 participants au grand maximum. Un militant CGT des Chantiers avec lequel j'ai discuté reconnaissait que ce n'était pas un succès et que la cause en était l'absence d'unité.

De son côté, la CFDT avait organisé seule un débrayage la semaine dernière, sans plus de succès.
Conclusion que tire un militant CFDT proche de notre parti : « Leur échec est une bonne leçon pour la CGT et la CFDT. Ça va les forcer à ne plus agir que dans l'unité ».

Je vous envoie ci-joint un article sur la répression dans une usine contre les militants syndicaux.
Fraternellement.

Un lecteur

*« Luttes ouvrières et stratégie unitaire » par D. Ouaki et D. Lepostre HR Nos 1 055, 1 056, 1 057 et 1 058.

Pépé

Par le Théâtre de l'Aquarium de Vincennes à la Cartoucherie

DANS un hospice, un vieux travailleur reçoit ses enfants, leur raconte sa journée, fouille dans ses souvenirs, leur parle de sa vie, de ses activités antérieures, de ses joies. Maintenant, il vit au rythme de la cloche de l'hospice pour manger, boire, dormir prendre des cachets. Il n'est plus productif, on l'a écarté ! Une pièce très enlevée, à un rythme époustouflant, réalisée à partir d'enquête dans les hospices.

Théâtre de l'Aquarium 374-99-61. Métro Chateau de Vincennes puis autobus 306 jusqu'à la station « Champs de manœuvres ».

ECHOS *des entreprises et quartiers*

ELEVES-INFIRMIER(E)S

La revendication à obtenir, c'est le statut de travailleur en formation

Correspondance

A L'HEURE actuelle, une large mobilisation est en train de se faire jour sur les écoles d'infirmières. L'un des facteurs qui permet d'espérer qu'elle se développe est la mise en place, ces dernières années, de coordinations, à divers échelons, dont la plus importante est la coordination nationale, qui, il y a encore un an, ne regroupait que la région Rhône-Alpes et la Bretagne. Aujourd'hui, elle regroupe soixante écoles et couvre presque toute la France.

C'est elle qui a réussi à unifier pratiquement toutes les élèves sur les revendications suivantes :

— Paiement des stages à plein temps sur la base d'un salaire d'aide-soignante ;
— Gratuité des soins.
— Droit d'expression et d'organisation ;
— Refus du travail le week-end ;
— Uniforme et blanchissage gratuits.

Ces revendications sont loin de résoudre tous les problèmes ; le plus important réside dans le problème du statut... et le débat reste ouvert : statut d'étudiant ? Statut de travailleurs en formation ?

Le statut de travailleur en formation, qui reste encore à définir précisément, est la revendication à obtenir à long terme. Il garantit un salaire mensuel et une formation. Le mouvement pose petit à petit ces problèmes et c'est à lui d'affirmer, de concrétiser précisément ce statut.

Mais une chose est sûre, un statut d'étudiant est une aberration : il faut partir de la réalité. Et dans les services, les élèves-infirmières n'ont rien à voir avec des étudiants. Leur apport quotidien au travail hospitalier est certain, même quand elles ne remplacent pas du personnel en maladie, en vacances, etc. Elles servent de personnel à part entière — personnel corvéable à merci... et entièrement gratuit !! Partant de ces réalités, il n'est pas dans l'intérêt des élèves-infirmières de revendiquer un statut d'étudiant.

Correspondante coordination élèves-infirmières.

Le statut d'élèves-infirmières est tout à fait aberrant puisqu'il est inexistant. Celui de tous les élèves para-médicaux l'est tout autant. Bien sûr, de très nombreuses différences en particulier sur la question du contrat existent, mais tous ont en commun d'avoir un même patron, les mêmes conditions déplorables de formation.

Ainsi, il semble indispensable de rassembler toutes ces élèves dans un même mouvement.

Au rassemblement du 23 mars, les élèves assistants sociaux étaient présents : c'est un bon départ pour unifier des catégories qui doivent être unifiées.

C'est dans ce sens d'unification de tout ce qui peut être uni qu'il faut aller.

CLERMONT-FERRAND

Grève au nettoyage des trains

LES travailleurs de la société l'Eclair (nettoyage des trains en gare de Clermont-Ferrand) sont en grève depuis le 20 mars. La société possède plusieurs chantiers à Clermont, Nevers, St-Étienne et Boulogne-sur-mer.

Ils luttent pour la réintégration de deux de leurs camarades licenciés « pour faits de grève ». Mais ils posent également leur revendication par rapport aux conditions de travail et de salaire nettement insuffisants (SMIC).

Dans le contexte actuel de chômage massif, une lutte pour l'amélioration des conditions de travail et les salaires dans une petite entreprise, c'est très dur. Les travailleurs savent très bien qu'il n'y a pour eux qu'une seule issue possible : *faire céder les patrons.* C'est ça ou la porte, à plus ou moins brève échéance. C'est ici qu'on voit que le chômage pèse aussi d'un poids écrasant sur ceux qui ont du travail, sur leurs luttes, sur leurs conditions de travail et leurs salaires.

C'est une lutte difficile, mais avec le soutien des cheminots et de tous les travailleurs usagers de la SNCF, les travailleurs de l'entreprise de nettoyage l'Eclair peuvent vaincre (le syndicat CGT des cheminots les a assurés de son soutien).

Le patron, lié par un contrat à la SNCF, ne pourra se permettre longtemps de faire faire un nettoyage superficiel par une poignée de non-grévistes (cinq ou six). Les travailleurs de l'Éclair doivent vaincre. Soutenons-les.

Correspondant Clermont-Ferrand

LILLE

Mobilisation à l'université pour la renomination des non-titulaires

Communiqué de presse de la coordination des non-titulaires de Lille

LE mardi 27, une assemblée générale très nombreuse des trois universités s'est déroulée dans la salle du conseil de Lille II. Face à la détermination de l'ensemble des enseignants présents, le président Cuingnet a, dans un premier temps, brandi la menace de faire tomber des têtes et néanmoins, dans un second temps, il a accepté une nouvelle discussion jeudi à 9 heures sans aucun a-priori sur le fond. La coordination a décidé la poursuite de l'action sur les formes minimum suivantes :

— Intervention systématique dans les amphis de droit dès le mardi après-midi ;
— Mercredi 28, permanence à partir de 9 heures en salle des assistants de droit à Lille II ;
— Mercredi 28 à 11 heures, assemblée générale des enseignants de l'université à Lille II, stand à Lille II toute la journée. Présence massive à Lille II, rue Paul Duez, à partir de 9 h 30.
— Jeudi 29, pour prendre connaissance des décisions du président Cuingnet et agir en conséquence là où l'assemblée le jugera nécessaire.

Devant la gravité et l'urgence de l'enjeu, la coordination appelle l'ensemble des enseignants des trois universités et toutes leurs organisations à soutenir de tout leur poids la lutte des assistants en faisant la grève des enseignements dès le mercredi 28 mars et en participant massivement aux activités déjà décidées par la coordination et à toutes celles qui pourraient être décidées en fonction des événements.

EATON (SAINT-NAZAIRE)

Répression contre les syndicalistes CGT et CFDT

De notre correspondant à Saint-Nazaire

LA direction d'Eaton (usine de 300 personnes où sont fabriquées des boites de vitesse pour poids lourds, trust américain) poursuit de longue date une politique antisyndicale. Elle a franchi à la mi-mars une étape supplémentaire dans cette politique en attaquant en justice le secrétaire du CE (CFDT) et le représentant syndical CGT au CE. Motif invoqué : « *Entrave au fonctionnement régulier du CE* ».

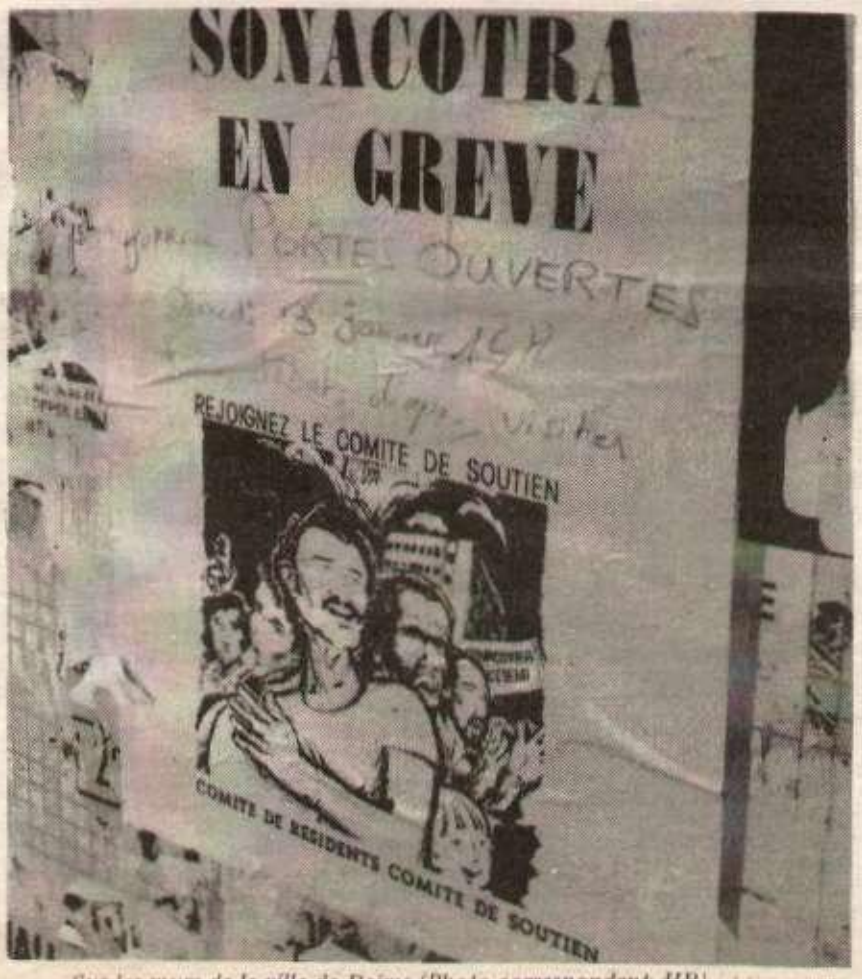
Le patron reproche aux syndicalistes d'avoir fait entrer, le 31 janvier dernier, lors de la réunion du CE, des ouvriers dans la salle. Ces ouvriers devaient intervenir, à la demande de la majorité des membres du CE, pour témoigner, à titre d'experts, sur les cadences de production.

Évidemment, cela n'a pas plu au directeur qui a arbitrairement suspendu la séance et refusé de continuer l'ordre du jour.

Face à la répression, gageons que les ouvriers d'Eaton, qui ont fait preuve à plusieurs reprises d'une grande combativité, sauront faire front pour empêcher que leur patron ne décapite leurs syndicats CGT et CFDT.

Dans l'ensemble de la métallurgie nazairienne, aux Chantiers par exemple, on est vigilant et on suit avec attention ce qui se passe à Eaton.

Correspondant HR Saint-Nazaire



Sur les murs de la ville de Reims (Photo correspondant HR).

BLOC-NOTES

PARIS 14e
Bilan du processus révolutionnaire depuis février 1974 et analyse de la situation actuelle en Éthiopie.

Meeting-débat organisé par l'Union des étudiants éthiopiens en France. Le meeting avec projection d'un film aura lieu le jeudi 29 mars à 20 heures à la Maison d'Italie, Bd Jourdan. Paris 14e Mo Cité universitaire.

MEETING
de commémoration du 29 mars 1947 et du 1er avril 1971.

Organisé par l'Association des étudiants d'origine malgache, le vendredi 30 mars 1979 à partir de 20 heures au 8, villa du Parc Montsouris – Paris 14e.
(Avec la participation de la représentation extérieure du Monima).

PARIS

L'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) organise un grand meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien pour protester contre la signature de l'« accord de paix » séparée Israël-Égypte.
Samedi 31 mars à 20 heures Salle B de la Mutualité.

DJURDJURA
Au Théâtre de la Ville.

Le groupe de chanteuses algériennes « Djurdjura » (Djourha, Fatima et Aldjia), qui, dans la tradition des chansons berbères, dénoncent la condition de la femme, vient de sortir son premier disque.
Référence : Kondo-Rákr 3001, distribué par CBS.
Elles se produisent du 27 au 31 mars au Théâtre de la Ville à 18 h 30. Tél : 274-11-24.

RODEZ
Information Kampuchea démocratique

organisée par le PCML, mercredi 4 avril de 16 h 30 à 24 h. Salle de la mairie à Rodez.
16 h 30 : table de presse, expositions.
17 h : projection de films cambodgiens.
20 h 30 : interventions
– De membres du Comité des patriotes kampuchéens en France ;
– De Camille Granot, qui a participé à la délégation française reçue au Kampuchea démocratique.
Projection de diapositives – Débat.

REIMS
« Sonacotra » halte à la répression.

Manifestation de solidarité, le samedi 31 mars à 14 h 30 (départ du foyer Siegfried avenue du général De Gaulle). A l'appel du comité de résidents et du comité de soutien.

ROUEN
« Les Palestiniens » de Van Der Keunen

Film projeté par l'AMFP, le lundi 2 avril, au cinéma « Le France ». Ce film sera suivi d'un débat avec Ibrahim Souss, représentant en France de l'OLP, et Ilhan Halavi.

GUINGAMP (COTES-DU-NORD)
Projection de diapositives sur le voyage de la délégation du PCML au Cambodge.

Cette soirée aura lieu le 30 mars à 20 h 30 au centre social de Guingamp. Pendant trois jours : exposition-photos organisée par le PCML.

PAIMPOL (COTES-DU-NORD)
Débat sur le Cambodge

Le 31 mars à 20 h 30 à l'auberge de jeunesse de Paimpol. Organisé par l'Association culturelle du Goelo.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier · International : Annie Brunel
L'Humanité rouge · Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Dans le magasin spécial en URSS. Ces magasins sont réservés aux hauts cadres ayant droit à des bons spéciaux (Païok). On y trouve tout.. ce qui manque ailleurs.

L'URSS AUJOURD'HUI (3)

Le pouvoir des nouveaux bourgeois

La pyramide du pouvoir. Corruption à gogo. Immunité face aux lois. Datchas et païoks

QUI a le pouvoir en URSS ? Dans notre précédente édition, nous avons vu comment les travailleurs soviétiques étaient systématiquement privés de tout pouvoir, de tout droit, et comment dans leurs luttes, ils se trouvaient face à face avec les chars et les armes du pouvoir. Reste à analyser entre les mains de qui le pouvoir se trouve.

Au niveau de l'entreprise, donc au plus bas niveau de la hiérarchie, le pouvoir est entre les mains du directeur. Celui-ci est nommé par les autorités supérieures de l'État et soustrait à tout contrôle d'en bas. Il a comme alliés le secrétaire du parti et le responsable syndical.

Le directeur n'est pas le propriétaire de l'usine ou du sovkhoze (ferme d'État) : tous les moyens de production appartiennent formellement à l'État. Mais il gère l'usine comme il l'entend — avec l'accord des autorités supérieures. Il est un véritable patron ; il a un statut et une situation de classe analogues à ceux des PDG des entreprises nationalisées chez nous, à Renault ou à la SNCF. Comme tout patron, il reçoit, par le système des primes, une partie de la plus-value produite par les ouvriers. Il est, comme l'appellent souvent les ouvriers soviétiques, un « *nouveau bourgeois* ».

Il est courant que l'appropriation de l'usine par le patron prenne des formes extra-légales. On sait par exemple qu'en Géorgie, un certain Lazichvili, directeur d'un modeste laboratoire de recherches, utilisait son poste pour développer une vaste production clandestine de vestes, de pulls, de tricots — en dehors de tout contrôle des autorités supérieures. Et il était ainsi devenu millionnaire (1). Certains des patrons qui agissent ainsi sont sanctionnés, mais cette politique, bien institutionnalisée, demeure.

DES MUNICIPALITÉS AU POUVOIR CENTRAL

Au niveau des municipalités, des districts des Républiques fédérées et de l'Union soviétique elle-même, le pouvoir est entre les mains des responsables des Soviets, de leurs comités exécutifs, des secrétaires du parti, des plus hauts responsables syndicaux, des chefs du KGB (sécurité publique), des chefs de la milice, de l'armée, des ministres, des membres des comités centraux du parti.

Tous ces gens constituent une immense pyramide hiérarchique rigoureusement structurée, au sommet de laquelle on trouve le Bureau politique et le secrétariat du parti.

Plus on est élevé dans la hiérarchie, plus on a de pouvoir de décision sur les richesses du pays... et plus on en tire de bénéfices personnels.

En apparence, certes, les hauts responsables politiques, économiques, militaires, etc. ne sont que de simples fonctionnaires de l'État. Mais à qui appartient l'État — sinon à eux ?. Quels intérêts défend-il — sinon les leurs ? De fait, cette hiérarchie constitue la structure d'une « nouvelle bourgeoisie » d'État, soustraite à tout contrôle des travailleurs dont elle se distingue fondamentalement par sa position dans l'appareil de production.

Les organes de répression de l'État — police, justice, armée, KGB — ont pour fonction essentielle de défendre le pouvoir de cette nouvelle bourgeoisie contre les travailleurs. Cela apparait nettement au travers d'un simple fait rapporté par Zemtvos (2) : quand un directeur d'entreprise veut se livrer à quelque trafic louche, sur le dos des ouvriers, il doit s'assurer les coudées franches en versant des pots-de-vin aux responsables locaux de ces organes, qui le protégeront alors contre toute critique...

AU-DELA DE LA LÉGALITÉ

La nouvelle classe bourgeoise, détentrice de l'État, a une existence parfaitement légale. Elle n'est pas une excroissance bourgeoise d'un État qui serait celui des travailleurs.

Cependant, poussés par leur logique de classe, les nouveaux bourgeois tendent à violer tout ce qui, dans le système juridique, limite leur appropriation des moyens de production. D'où la corruption et la pratique des pots-de-vin. D'où également la violation des réglements hérités du passé qui entravent une exploitation maximale des travailleurs.

D'un autre côté, l'une des conditions d'existence de la nouvelle bourgeoisie, en tant que classe, est l'étouffement constant de toute démocratie. Accepter la moindre démocratie reviendrait à accepter que les travailleurs puissent critiquer le pouvoir des nouveaux bourgeois — et cela équivaudrait à une mise en cause de ce pouvoir lui-même en tant que négation de la démocratie soviétique.

SOLIDARITÉ DES NOUVEAUX BOURGEOIS

Une deuxième caractéristique de la nouvelle bourgeoisie est sa solidarité de classe. L'un de ses membres doit-il quitter ses fonctions parce qu'il est trop ouvertement corrompu ? On le mute ailleurs. Zemtvos en révèle plusieurs exemples, comme celui de *Mamedov*, premier secrétaire du comité d'un district ; il dut abandonner ses fonctions parce qu'il avait amassé une fortune trop visible... on le nomma directeur de la protection civile paramilitaire. (N'est-ce pas exactement comme en France : un ministre qui se rend trop impopulaire dans son secteur se voit confier un autre porte-feuille...)

Autre exemple. Un journaliste du *Courrier de Bakou*, Pakhomenko, menaça de dénoncer les pratiques louches des responsables économiques. Finalement, le journaliste se laissa « acheter » par les dits responsables, qui lui donnèrent 150 000 roubles... et se débrouillèrent ensuite pour que les autorités locales l'expulsent d'Azerbaïdjan (2).

La cohésion de la nouvelle bourgeoisie est soudée par les liens de la corruption, par les « relations » et les menus services qu'on se rend : je te donne 30 000 roubles, et tu fais entrer mon fils à l'école de médecine (selon des rapports officiels, 29 % des étudiants entrent à l'université grâce à de telles pratiques). Je te donne ce plateau — un kilo et demi d'or et de pierres précieuses incrustées — et tu me fera bien entrer à l'Académie des sciences (c'est ainsi que procéda le premier secrétaire du Parti en Azerbaïdjan, *Akhoudov*)...

Sans doute cette cohésion nécessitée par la défense des intérêts de classe n'exclut-elle pas des rivalités de clans entre les différentes fractions de la nouvelle bourgeoisie. Tel clan est jaloux du pouvoir de tel autre et cherche à le liquider. Il suffit de dénicher une affaire de corruption et de la mettre sur la place publique. C'est ainsi qu'en Géorgie, *Chevarnadzé* liquida le clan *Lazichvili* (voir ci-dessus) — *Mjavanadzé* (qui était le premier secrétaire)... et prit la place de ce dernier. Mjavanadzé était compromis jusqu'au cou dans les entreprises douteuses de Lazichvili. Mais pensez-vous qu'il a eu ensuite des ennuis avec la justice ou avec le Parti ? Pas le moindre. Il y a une sorte d'immunité quand on à la carte du parti et qu'on est sur la liste des cadres...

DES ALLIÉS

La nouvelle bourgeoisie a des alliés dotés des mêmes privilèges qu'elle, mais qui n'ont pas le pouvoir. Dans le fond, ce sont des couches sociales achetées par la nouvelle bourgeoisie pour qu'elles se mettent à son service.

On peut en distinguer deux :

— Les gros bonnets de la science, de la culture, qui disposent de privilèges permanents en tous points semblables à ceux des cadres politiques ;

— Les éléments ouvriers à qui les nouveaux bourgeois donnent des titres de « *héros du travail* », d'« *ouvrier de choc* » (avec une récompense matérielle à la clé) dans le but de corrompre la classe ouvrière, de la diviser et de la faire travailler plus. Mais à la différence des écrivains et des savants, les ouvriers ainsi achetés ne disposent de privilèges que ponctuellement, à l'occasion d'un prix ou d'une décoration.

La sphère des privilégiés, estimée par différents observateurs à plus d'un million de personnes, est donc plus large que celle de la nouvelle bourgeoisie proprement dite.

Jean SCHUBERT

Demain : Pour le pain et la liberté !

1) Fait rapporté par H. Smith Les Russes, Livre de poche.
2) I. Zemtvos, La corruption en URSS.
3) Chiffres officiels reproduits par la Documentation française.

«Pour eux, c'est déjà le communisme !»

Les privilèges que s'octroient les nouveaux bourgeois dépassent l'imagination. Outre leur salaire régulier qui en ferait déjà des fonctionnaires privilégiés (Brejnev gagne, dit-on, 18 fois plus que le minimum vital), les plus hauts cadres ont droit à des bons spéciaux (païok) qui leur permettent de s'approvisionner dans des magasins qui leurs sont réservés. On dit qu'à Moscou, il y a 100 magasins de cette sorte. Et on y trouve tout... ce qui manque ailleurs : produits de luxe et produits d'importation à gogo.

A cela s'ajoute le privilège d'avoir une voiture avec chauffeur à leur disposition permanente, la possibilité de se faire soigner dans des cliniques réservées, le droit d'utiliser à volonté les datchas (résidences secondaires) de l'État, etc.

Comme disent les gens de façon ironique : « *Pour eux, c'est déjà le communisme !* ».

Mais il y a aussi toute une hiérarchie dans les privilèges. Plus on est haut, plus on en a. Même dans les appareils du comité central du parti, on distingue trois niveaux de privilèges, restaurants et cafétérias. Le cloisonnement est très strict. Les plus hauts dirigeants ont droit à des sandwichs au caviar noir, en dessous, il faut se contenter de caviar rouge, de qualité inférieure, etc.

Le parti en chiffres

Le parti a 16 millions de membres.

Les ouvriers et les paysans représentent 55,5 % des membres du parti.

Ils ne représentent plus que 41,1 % des membres des organismes intermédiaires inférieurs au niveau de chaque République et 30,2 % des membres des organismes dirigeants du chaque République.

47,8 % des secrétaires des organisations de base ont fait des études supérieures. Au niveau des comités de district et de villes, et au-dessus, le pourcentage est de plus de 99 %. (3)